



MINISTERE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0.02.2/CAB.MIN/MINES/01/2013 DU 26 JAN 2013
PORTANT AGREMENT DE LA COOPERATIVE DES EXPLOITANTS
ARTISANAUX DE FIZI « COODEXAF »
AU TITRE DE COOPERATIVE MINIERE
Cité d'Uvira, Territoire d'Uvira Province du Sud-Kivu

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36
littera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement
Minier, spécialement ses articles 234 et 235 ;

Vu le Décret du 24 mars 1956 relatif aux coopératives ;

Vu l'Ordonnance n°21-235 du 08 août 1956 relative à la forme
des statuts des coopératives indigènes ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant
organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques
de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement
ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les
attributions des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination
des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et des
Vice-Ministres ;

Considérant la demande d'agrément au titre de Coopérative
Minière introduite en date du 21 juillet 2012 ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La Coopérative des Exploitants Artisans de FIZI
« COODEXAF » dont le siège est établi dans la Cité d'Uvira, Territoire
d'Uvira, Province du Sud-Kivu, est agréée au titre de **Coopérative**
Minière.



Article 2 :

La Coopérative des Exploitants Artisans de FIZI « COODEXAF » ne peut effectuer les travaux d'exploitation artisanale que dans une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) à lui attribuer.

Article 3 :

L'agrément au titre de Coopérative Minière confère à la **La Coopérative des Exploitants Artisans de FIZI « COODEXAF »** le droit de solliciter un Permis de Recherches.

Article 4 :

La Coopérative des Exploitants Artisans de FIZI « COODEXAF » est notamment tenue de :

- Transmettre le rapport de ses activités à la Direction des Mines ;
- Veiller au respect par les exploitants miniers artisans de la législation minière, spécialement ses aspects environnementaux sous l'encadrement du SAESSCAM ;
- S'acquitter de ses impôts et taxes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République Démocratique du Congo.

Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en République Démocratique du Congo, le présent agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus.

Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Coordonnateur Général du SAESSCAM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 26 JAN 2013

Martin KABWELULU

Ampliations

- . Cabinet du Président de la République
- . Cabinet du Ministre des Mines
- . Secrétaire Général des Mines
- . Cadastre Minier
- . CTCPM
- . SAESSCAM
- . Direction des Mines
- . Direction de Géologie
- . Direction des Investissements
- . Direction chargée de la Protection de l'Environnement
- . Division Provinciale des Mines et Géologie du Ressort
- . Coopérative Minière de Umoja Ni Nguvu « COMUNG »

: 1
: 2
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1
: 1